



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم  
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

## JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS  
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER  (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION: SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  Abonnement et publicité: <b>IMPRIMERIE OFFICIELLE</b> 7,9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél: 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER  Télex: 65 180 IMPOF DZ BADR: 060.300.0007 68/KG ETRANGER: (Compte devises): BADR: 060.320.0600 12
	1 An	1 An	
Edition originale.....	856,00 D.A	2140,00 D.A	
Edition originale et sa traduction	1712,00 D.A	4280,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 10,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 20,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

## SOMMAIRE

## DECRETS

Pages

Décret présidentiel n° 96-421 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères.....	4
Décret présidentiel n° 96-422 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice.....	4
Décret présidentiel n° 96-423 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture.....	6
Décret présidentiel n° 96-424 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.....	8
Décret exécutif n° 96-425 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 fixant les modalités d'application des dispositions des articles 18, 22 et 37 du décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement.....	10
Décret exécutif n° 96-426 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.....	12

## DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au conseil national de planification.....	15
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur de la réglementation et des affaires générales à la wilaya d'Annaba.....	15
Décrets exécutifs du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions de chefs de daïras.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère des finances.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions de directeurs régionaux des impôts.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur de l'industrie et des mines à la wilaya de Blida.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'ex-ministère de l'éducation.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur de l'institut pédagogique national.....	16
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur du centre national de documentation pédagogique.....	17
Décret présidentiel du 8 Rajab 1417 correspondant au 19 novembre 1996 portant nomination d'un sous-directeur à la Présidence de la République.....	17
Décret présidentiel du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination de magistrats.....	17

## SOMMAIRE (suite)

	Pages
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un directeur d'études à l'école nationale supérieure d'administration et de gestion.....	17
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chef d'études à l'administration centrale du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la planification.....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chef d'études à l'office national des statistiques.....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination de chef de daïras.....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un sous-directeur à la direction générale de l'environnement.....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination du président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourses "COSOB".....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un sous-directeur au ministère de l'énergie et des mines.....	18
Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination du directeur de l'office du parc national de l'Ahaggar.....	18
Décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996 mettant fin aux fonctions de l'inspecteur régional des enquêtes économiques et de la répression des fraudes à Alger (rectificatif).....	18

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 mettant fin aux fonctions du chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt.....	19
Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 portant nomination du chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt.....	19

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre de l'éducation nationale.....	19
---	----

### MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de la formation professionnelle.....	19
Arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.....	19

# DECRETS

**Décret présidentiel n° 96-421 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74-6° et 116 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996;

Vu l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996;

Vu le décret présidentiel du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au budget des charges communes;

Vu le décret présidentiel n° 96-04 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au ministre des affaires étrangères;

## Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1996, un crédit de quatre millions de dinars (4.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1996, un crédit de quatre millions de dinars (4.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et au chapitre n° 34-01 "Administration centrale — Remboursement de frais".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Liamine ZEROUAL.

**Décret présidentiel n° 96-422 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74-6° et 116 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996;

Vu l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996;

Vu le décret présidentiel du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 96-07 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au ministre de la justice;

## Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1996, un crédit de dix neuf millions huit cent quatorze mille dinars (19.814.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1996, un crédit de dix-neuf millions huit cent quatorze mille dinars (19.814.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Liamine ZEROUAL.

ETAT ANNEXE

N°S DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>	
	<b>SECTION I</b>	
	<b>DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE</b>	
	<b>SOUS-SECTION I</b>	
	<b>SERVICES CENTRAUX</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-03	Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	10.000
	Total de la 1ère partie.....	10.000
	3ème Partie	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-01	Administration centrale — Prestations à caractère familial.....	300.000
	Total de la 3ème partie.....	300.000
	Total du titre III.....	310.000
	Total de la sous-section I.....	310.000
	<b>SOUS-SECTION II</b>	
	<b>SERVICES JUDICIAIRES</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-13	Services judiciaires — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	175.000
	Total de la 1ère partie.....	175.000
	3ème Partie	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-11	Services judiciaires — Prestations à caractère familial.....	13.000.000
	Total de la 3ème partie.....	13.000.000
	Total du titre III.....	13.000.000
	Total de la sous-section II.....	13.175.000
	Total de la section I.....	13.485.000

## ETAT ANNEXE (suite)

N°S DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	SECTION II ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET REEDUCATION SOUS-SECTION II ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES TITRE III MOYENS DES SERVICES  3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-31	Etablissements pénitentiaires — Prestations à caractère familial.....	6.329.000
	Total de la 3ème partie.....	6.329.000
	Total du titre III.....	6.329.000
	Total de la sous-section II.....	6.329.000
	Total de la section II.....	6.329.000
	<b>Total des crédits ouverts.....</b>	<b>19.814.000</b>

**Décret présidentiel n° 96-423 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74-6° et 116 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996;

Vu l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996;

Vu le décret présidentiel du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 96-88 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant transfert de crédits au budget de l'Etat;

## Décrète :

Article 1er. — Il est créé au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture à la sous-section I "Services centraux" titre IV "Interventions publiques — Subventions de fonctionnement, un chapitre n° 44-14 intitulé "Administration centrale — Contributions aux entreprises du secteur audiovisuel et de la presse écrite pour la préparation du Référendum pour 1996".

Art. 2. — Il est annulé sur 1996, un crédit de trente sept millions deux cent vingt cinq mille dinars (37.225.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 3. — Il est ouvert sur 1996, un crédit de trente sept millions deux cent vingt cinq mille dinars (37.225.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la communication et de la culture et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de la communication et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Liamine ZEROUAL.

## ETAT ANNEXE

N°s DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE</b>	
	<b>SECTION I</b>	
	<b>SECTION UNIQUE</b>	
	<b>SOUS-SECTION I</b>	
	<b>SERVICES CENTRAUX</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-01	Administration centrale — Prestations à caractère familial.....	510.000
	Total de la 3ème partie.....	510.000
	<b>6ème Partie</b>	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-01	Administration centrale — Subventions à l'institut national supérieur et aux instituts régionaux de formation musicale.....	181.050
36-02	Administration centrale — Subvention à la bibliothèque nationale d'Algérie (B.N.A).....	107.100
36-03	Administration centrale — Subvention à l'institut national des arts dramatiques (I.N.A.D).....	130.050
36-05	Administration centrale — Subvention à l'école supérieure des beaux arts (E.S.B.A).....	313.650
36-06	Administration centrale — Subvention au palais de la culture.....	116.450
36-07	Administration centrale — Subvention à l'agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques.....	680.000
36-08	Administration centrale — Subvention à l'office du parc national de l'Ahagar (OPNA).....	466.450
36-09	Administration centrale — Subvention à l'office du parc national du Tassili (OPNT).....	339.150
36-10	Administration centrale — Subventions aux musées nationaux.....	322.150
36-11	Administration centrale — Subventions aux maisons de culture.....	906.950
36-12	Administration centrale — Subventions aux établissements de la cinématographie.....	242.000
36-14	Administration centrale — Subvention à l'office de protection et de promotion de la vallée du M'zab.....	25.500
36-15	Administration centrale — Subvention au centre de la culture et des arts du palais des Raïs.....	25.500
	Total de la 6ème partie.....	3.856.000
	Total du titre III.....	4.366.000

## ETAT ANNEXE (suite)

N°s DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>TITRE IV</b> <b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	4ème Partie <i>Action économique — Encouragements et interventions</i>	
44-14	Administration centrale — Contributions aux entreprises du secteur audiovisuel et de la presse écrite pour la préparation du Référendum pour 1996.....	32.225.000
	Total de la 4ème partie.....	32.225.000
	Total du titre IV.....	32.225.000
	Total de la sous-section I.....	36.591.000
	<b>SOUS-SECTION II</b> <b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	
	<b>TITRE III</b> <b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-11	Services déconcentrés de l'Etat — Prestations à caractère familial.....	634.000
	Total de la 3ème partie.....	634.000
	Total du titre III.....	634.000
	Total de la sous-section II.....	634.000
	Total de la section I.....	37.225.000
	<b>Total des crédits ouverts.....</b>	<b>37.225.000</b>

**Décret présidentiel n° 96-424 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74-6° et 116 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996;

Vu l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996;

Vu le décret présidentiel du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 96-223 du 6 Safar 1417 correspondant au 22 juin 1996 portant transfert de crédits au budget de l'Etat;



**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1996, un crédit de quatre vingt quatre millions huit cent quatre vingt dix huit mille dinars (84.898.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1996, un crédit de quatre vingt quatre millions huit cent quatre vingt dix huit mille dinars (84.898.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection

sociale et de la formation professionnelle (Section III - Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle) et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Liaminé ZEROUAL.

**ETAT ANNEXE**

NOS DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	
	<b>SECTION III</b>	
	<b>SECRETARIAT D'ETAT</b>	
	<b>A LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	
	<b>SOUS-SECTION I</b>	
	<b>SERVICES CENTRAUX</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère Partie</b>	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales.....	600.000
	Total de la 1ère partie.....	600.000
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-01	Administration centrale — Prestations à caractère familial.....	248.000
33-03	Administration centrale — Sécurité sociale.....	583.000
	Total de la 3ème partie.....	831.000
	<b>6ème Partie</b>	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-01	Subvention à l'institut national de la formation professionnelle (I.N.F.P).....	86.000
36-02	Subventions aux instituts de formation professionnelle (I.F.P).....	322.000
36-03	Subventions aux centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (C.F.P.A).....	69.614.000
36-05	Subventions aux instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (INSFP).....	6.795.000
	Total de la 6ème partie.....	76.817.000
	Total du titre III.....	78.248.000
	Total de la sous-section I.....	78.248.000

## ETAT ANNEXE (suite)

N°s DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	<p align="center"><b>SOUS-SECTION II</b></p> <p align="center"><b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b></p> <p align="center"><b>TITRE III</b></p> <p align="center"><b>MOYENS DES SERVICES</b></p> <p align="center">1ère Partie</p> <p align="center"><i>Personnel — Rémunérations d'activité</i></p>	
31-12	Services déconcentrés de l'Etat — Indemnités et allocations diverses.....	3.000.000
	Total de la 1ère partie.....	3.000.000
	<p align="center">3ème Partie</p> <p align="center"><i>Personnel — Charges sociales</i></p>	
33-11	Services déconcentrés de l'Etat — Prestations à caractère familial.....	1.200.000
33-13	Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale.....	2.000.000
	Total de la 3ème partie.....	3.200.000
	<p align="center">7ème Partie</p> <p align="center"><i>Dépenses diverses</i></p>	
37-11	Services déconcentrés de l'Etat — Versement forfaitaire.....	450.000
	Total de la 7ème partie.....	450.000
	Total du titre III.....	6.650.000
	Total de la sous-section II.....	6.650.000
	Total de la section III.....	84.898.000
	<b>Total des crédits ouverts.....</b>	<b>84.898.000</b>

**Décret exécutif n° 96-425 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 fixant les modalités d'application des dispositions des articles 18, 22 et 37 du décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement.**

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée, relative aux assurances sociales;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée, relative à la retraite;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 modifiée relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles;

Vu la loi n° 83-14 du 2 juillet 1983 modifiée, relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale;

Vu la loi n° 83-15 du 2 juillet 1983 relative au contentieux en matière de sécurité sociale;

Vu le décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement;

Vu le décret législatif n° 94-10 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant la retraite anticipée;

Vu le décret législatif n° 94-11 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant l'assurance chômage en faveur des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire et pour raison économique leur emploi;

Vu le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994, modifié et complété, fixant le taux de cotisation de sécurité sociale;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 94-319 du 12 Joumada El Oula 1415 correspondant au 17 octobre 1994 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence de promotion, de soutien et de suivi des investissements;

## Décrète :

### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de prise en charge par l'Etat, du différentiel résultant des abattements consentis en matière de contribution patronale au régime légal de sécurité sociale conformément au décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement.

Art. 2. — Bénéficient des dispositions du présent décret, les investissements initiés par les personnes physiques et les personnes morales résidentes et non résidentes, de création, de réhabilitation ou de restructuration, d'extension et de reprise après fermeture ou dépôt de bilan.

Sont également éligibles les investissements en cours de réalisation à la date de promulgation du décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 susvisé, ceux mis en exploitation dans les cinq dernières années qui ont précédé cette date, ainsi que les investissements d'optimisation de l'utilisation de capacités par introduction d'équipes supplémentaires.

### CHAPITRE II

#### MODALITES DE DETERMINATION DU DIFFERENTIEL DE CONTRIBUTION PRIS EN CHARGE PAR L'ETAT

Art. 3. — Le montant du différentiel pris en charge par l'Etat, correspond aux abattements résultant de l'application de restructuration, dans les conditions fixées aux articles 4, 5, 6 et 7 ci-dessous, du taux consenti par la décision d'octroi d'avantages aux rémunérations versées par l'employeur au personnel concerné.

Art. 4. — L'investissement de création, ainsi que l'investissement de restructuration, ou de réhabilitation après fermeture ou dépôt de bilan, ouvre droit selon le cas, à l'admission au taux réduit ou à l'exonération totale de contribution patronale, pour les rémunérations versées à l'ensemble du personnel.

Bénéficient également des mêmes dispositions, les investissements de création en cours de réalisation à la date de promulgation du décret législatif n° 93-12 du 5 octobre 1993 susvisé, ainsi que ceux mis en exploitation dans les cinq dernières années qui ont précédé cette date.

Art. 5. — L'investissement d'extension, ne donne droit, selon le cas, à l'admission au taux réduit ou à l'exonération totale des contributions patronales, que pour les rémunérations versées au personnel nouvellement recruté.

Art. 6. — La réduction du taux de contribution patronale prévue par l'article 37 du décret législatif n° 93-12 du 5 octobre 1993 susvisé, ne s'applique que pour les rémunérations versées au personnel nouvellement recruté et au taux correspondant à chacune des équipes supplémentaires.

Art. 7. — L'investissement de restructuration ou de réhabilitation autre que celui visé à l'article 4 ci-dessus donne droit, selon le cas, à l'admission au taux réduit ou à l'exonération totale, pour les rémunérations versées au personnel nouvellement recruté ainsi que pour celles dues au personnel réembauché par les unités créées à partir d'activités déléstées par l'entreprise mère.

### CHAPITRE III

#### CONDITIONS ET MODALITES DE PRISE EN CHARGE PAR L'ETAT DU DIFFERENTIEL DE CONTRIBUTION PATRONALE

Art. 8. — La prise en charge du différentiel de contribution patronale n'est ouverte qu'au bénéfice des employeurs à jour de leur cotisations et ayant réalisé leur investissement aux conditions fixées dans leur déclaration d'investissement.

Elle prend effet à compter de la date d'entrée en production et ne saurait couvrir des situations antérieures à cette dernière.

Toutefois et pour les investissements mis en exploitation dans les cinq dernières années qui ont précédé la date de promulgation du décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 susvisé, la prise en charge du différentiel s'effectue à compter de la date de délivrance de la décision d'octroi d'avantages.

Art. 9. — La couverture des dépenses relatives à la prise en charge par l'Etat de tout ou partie de la contribution patronale est effectuée au moyen de crédits à inscrire au budget de l'Etat.

Les montants découlant de l'application du présent décret sont versés à l'organisme de sécurité sociale sur la base d'un état semestriel adressé par ce dernier au ministère chargé des finances revêtu du visa de l'agence de promotion, de soutien et de suivi de l'investissement.

Le visa de l'agence de promotion, de soutien et de suivi de l'investissement est délivré sur la base de listes établies par employeur, faisant ressortir les salariés bénéficiant de l'avantage, leur numéro d'immatriculation, les salaires déclarés et de toutes données s'y rapportant.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 96-426 du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996;

Vu l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996;

Vu le décret exécutif n° 96-223 du 6 Safar 1417 correspondant au 22 juin 1996 portant transfert de crédits au budget de l'Etat.

### Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1996, un crédit de dix millions huit cent quatre vingt quinze mille dinars (10.895.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle (Section III — Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle) et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1996, un crédit de dix millions huit cent quatre vingt quinze mille dinars (10.895.000 DA, applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle (Section III — Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle) et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.

### ETAT "A"

Nos DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS ANNULES EN DA
	<b>MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	
	<b>SECTION III</b>	
	<b>SECRETARIAT D'ETAT</b>	
	<b>A LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	
	<b>SOUS-SECTION I</b>	
	<b>SERVICES CENTRAUX</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>4ème Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-03	Administration centrale — Fournitures.....	1.740.000
34-04	Administration centrale — Charges annexes.....	1.105.000
	Total de la 4ème partie.....	2.845.000

ETAT "A" (suite)

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULES EN DA
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-02	Administration centrale — Frais d'études et enquêtes.....	900.000
37-03	Administration centrale — Conférences et séminaires.....	1.000.000
	Total de la 7ème partie.....	1.900.000
	Total du titre III.....	4.745.000
	Total de la sous-section I.....	4.745.000
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales.....	3.355.000
	Total de la 1ère partie.....	3.355.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-15	Services déconcentrés de l'Etat — Habillement.....	600.000
34-93	Services déconcentrés de l'Etat — Loyers.....	1.172.000
34-98	Services déconcentrés de l'Etat — Frais judiciaires — Frais d'expertise — Indemnités dues par l'Etat.....	73.000
	Total de la 4ème partie.....	1.845.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-11	Services déconcentrés de l'Etat — Entretien des immeubles à usage administratif.....	950.000
	Total de la 5ème partie.....	950.000
	Total du titre III.....	6.150.000
	Total de la sous-section II.....	6.150.000
	Total des crédits annulés.....	10.895.000

## ETAT "B"

N°s DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  <b>SECTION III</b>  <b>SECRETARIAT D'ETAT A LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  <b>SOUS-SECTION I</b>  <b>SERVICES CENTRAUX</b>  <b>TITRE III</b>  <b>MOYENS DES SERVICES</b>  1ère Partie  <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales.....	4.311.000
	Total de la 1ère partie.....	4.311.000
	2ème Partie  <i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-02	Administration centrale — Pensions de service pour dommages corporels.....	17.000
	Total de la 2ème partie.....	17.000
	3ème Partie  <i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-03	Administration centrale — Sécurité sociale.....	380.000
	Total de la 3ème partie.....	380.000
	7ème Partie  <i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Administration centrale — Versement forfaitaire.....	37.000
	Total de la 7ème partie.....	37.000
	Total du titre III.....	4.745.000
	Total de la sous-section I.....	4.745.000

ETAT "B" (suite)

N°s DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	<p>SOUS-SECTION II</p> <p>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</p> <p>TITRE III</p> <p>MOYENS DES SERVICES</p> <p>1ère Partie</p> <p><i>Personnel — Rémunérations d'activités</i></p>	
31-12	Services déconcentrés de l'Etat — Indemnités et allocations diverses.....	6.000.000
	Total de la 1ère partie.....	6.000.000
	<p>2ème Partie</p> <p><i>Personnel — Pensions et allocations</i></p>	
32-12	Services déconcentrés de l'Etat — Pensions de service pour dommages corporels	150.000
	Total de la 2ème partie.....	150.000
	Total du titre III.....	6.150.000
	Total de la sous-section II.....	6.150.000
	Total des crédits ouverts.....	10.895.000

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au conseil national de planification.

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études au conseil national de planification, exercées par M. Mohamed Chérif Benerbaiha, appelé à exercer une autre fonction.

Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions du directeur de la réglementation et des affaires générales à la wilaya d'Annaba.

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux fonctions de directeur de la réglementation et des affaires générales à la wilaya d'Annaba, exercées par M. Youcef Saadi, appelé à exercer une autre fonction.

**Décrets exécutifs du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996  
mettant fin aux fonctions de chefs de  
daïras.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de chefs de daïras aux wilayas suivantes MM :

- Hocine Attalah, à la wilaya d'Adrar,
  - Abdelkader Tayane, à la wilaya de Béchar,
- appelés à exercer d'autres fonctions.

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de chefs de daïras à la wilaya de Médéa, exercées  
par MM :

- Ayoub Benaouda,
- Rachid Megharba,
- Yahia Ouadane.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996  
mettant fin aux fonctions d'un  
sous-directeur au ministère des finances.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de sous-directeur du personnel et de l'action  
sociale à la direction générale des impôts au ministère des  
finances, exercées par M. Mahmoud Houari, admis à la  
retraite.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996  
mettant fin aux fonctions de directeurs  
régionaux des impôts.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de directeurs régionaux des impôts, exercées par  
MM :

- El Hadi Hachlouf, à Chlef,
  - Omar Benelmouffok, à Sétif,
  - Bachir Dourdour, à Constantine,
  - Mustapha Debabi, à Ouargla,
  - Tayeb Bachir Bouaidja, à Oran,
- appelés à exercer d'autres fonctions.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996 mettant  
fin aux fonctions du directeur de  
l'industrie et des mines à la wilaya de  
Blida.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de directeur de l'industrie et des mines à la wilaya  
de Blida, exercées par M. Abdelkader Benyoub, appelé à  
exercer une autre fonction.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996 mettant  
fin aux fonctions d'un sous-directeur à  
l'ex-ministère de l'éducation.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin, à  
compter du 1er avril 1993, aux fonctions de sous-directeur  
des études juridiques à l'ex-ministère de l'éducation,  
exercées par M. Kaci Ouadi, appelé à exercer une autre  
fonction.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996 mettant  
fin aux fonctions du directeur de l'institut  
pédagogique national.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux  
fonctions de directeur de l'institut pédagogique national,  
exercées par M. Mohamed Tahar Talbi.



**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996  
mettant fin aux fonctions du directeur  
du centre national de documentation  
pédagogique.**

---

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, il est mis fin aux fonctions de directeur du centre national de documentation pédagogique, exercées par M. Abdellah Khaloui.

---

**Décret présidentiel du 8 Rajab 1417  
correspondant au 19 novembre 1996  
portant nomination d'un sous-directeur à  
la Présidence de la République.**

---

Par décret présidentiel du 8 Rajab 1417 correspondant au 19 novembre 1996, M. Abdennacer Benzeggouta, est nommé à compter du 2 novembre 1996, sous-directeur du personnel à la Présidence de la République.

---

**Décret présidentiel du 20 Joumada Ethania  
1417 correspondant au 2 novembre 1996  
portant nomination de magistrats.**

---

Par décret présidentiel du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, sont nommés juges MM:

- Mohamed Tahar Boudai,
- Hamid Bouhdi,
- Khadidja Boukeffoussa,
- Fatiha Cherfi,
- Selwa Makhloufi,
- Siham Sakhri,
- Abderrezak Zareb,
- Souad Boughaleb,
- Saïda Boukhebz,
- Karima Chekra,
- Abdelaziz Djanni,
- Nabila Miradi,
- Souhila Safia Zaamoum,
- Fatiha Allia,

- Nabila Atarsia,
  - Assia Benlarneb,
  - Hassène Bouanik,
  - Fateh Daoud,
  - Mohamed Guerouabi,
  - Fouad Harkat,
  - Mahmoud Merabeta,
  - M'Bareka Mihoubi,
  - Nacer Takrart,
  - Brahim Aouadi,
  - Abdenacer Benameur,
  - Omar Bensouna,
  - Abdelhamid Chaouch,
  - Khellaf Kermache,
  - Rafika Hedjailia,
  - Nouria Kerrouch,
  - Nadia Merah,
  - Mustapha Sahli,
  - El-Hadi Yettou,
  - Nadia Bouhamidi,
  - Saïd Bouherada,
  - Fouzia Bousbahi,
  - Abdelouahab Chekrouba,
  - El Habib Djeddou,
  - Omar Kellali,
  - Kamel Kerbouche,
  - Hafsa Mekideche.
- 

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417  
correspondant au 2 novembre 1996  
portant nomination d'un directeur  
d'études à l'école nationale supérieure  
d'administration et de gestion.**

---

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, M. Mohamed Yagoubi, est nommé directeur d'études chargé de la recherche et du conseil à l'école nationale supérieure d'administration et de gestion.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chef d'études à l'administration centrale du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la planification.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, M. Abdelkader Boutaïb, est nommé chef d'études à l'administration centrale du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la planification.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chef d'études à l'office national des statistiques.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, Mlle. Aïcha Kadi, est nommée chef d'études à l'office national des statistiques.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination de chefs de daïras :**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 sont nommés chefs de daïras aux wilayas suivantes MM :

- Chabane Gasmi, à la wilaya de Tébessa,
- Amar Tazarart, à la wilaya de Tlemcen,
- Ahmed Drissi, à la wilaya de Sétif,
- Abdelouahab Boulmerka, à la wilaya de Skikda,
- Ahmed Balhi, à la wilaya de Médéa,
- Alai Eddine Si Tayab, à la wilaya de Mostaganem,
- Amor Madaci, à la wilaya de Tipaza,
- M'Hamed Ouafi, à la wilaya de Ghardaïa.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un sous-directeur à la direction générale de l'environnement.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, Mme. Chamia Chekchak, épouse Toualbi, est nommée sous-directeur de la formation, de l'éducation et de la sensibilisation, à la direction générale de l'environnement.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination du président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourses "COSOB".**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, M. Mourad Chikhi, est nommé président de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourses "COSOB".

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un sous-directeur au ministère de l'énergie et des mines.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, M. Ali Lachichi, est nommé sous-directeur de l'exploitation à la direction générale de la distribution des produits énergétiques au ministère de l'énergie et des mines.

**Décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination du directeur de l'office du parc national de l'Ahaggar.**

Par décret exécutif du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996, M. Abdelkader Heddouche, est nommé directeur de l'office du parc national de l'Ahaggar.

**Décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996 mettant fin aux fonctions de l'inspecteur régional des enquêtes économiques et de la répression des fraudes à Alger (rectificatif).**

**JO n° 65 du 17 Joumada Ethania 1417 correspondant au 30 octobre 1996**

Page 13 — 2ème colonne — 10ème et 11ème lignes

Au lieu de :

..... appelé à réintégrer son grade d'origine

Lire :

..... appelé à exercer une autre fonction

(Le reste sans changement)

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 mettant fin aux fonctions du chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt.**

Par arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996, du wali de la wilaya de Tissemsilt, il est mis fin, à compter du 1er février 1995, aux fonctions de chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt, exercées par M. Younès Aboulkacem.

★

**Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 portant nomination du chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt.**

Par arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996, du wali de la wilaya de Tissemsilt, M. Abdelkader Neggaz est nommé, à compter du 23 avril 1996, chef de cabinet du wali de la wilaya de Tissemsilt.

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre de l'éducation nationale.**

Par arrêté du 17 Rabie Ethani 1417 correspondant au 1er septembre 1996 du ministre de l'éducation nationale, il est

mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre de l'éducation nationale, exercées par M. Lakhdar Selatnia, appelé à exercer une autre fonction.

### MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de la formation professionnelle.**

Par arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle, il est mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de la formation professionnelle, exercées par M. Abdelkader Neghra, appelé à exercer une autre fonction.

★

**Arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 portant nomination d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.**

Par arrêté du 20 Joumada Ethania 1417 correspondant au 2 novembre 1996 du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle, M. Abdelkader Neghra est nommé chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.